MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Autriche et Slovénie

Une publication du SE de Vienne & Antenne de Ljubljana
n° 18 – décembre 2023 - janvier 2024

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

23%

Taux de l'impôt sur les sociétés depuis le 1er janvier 2024 (contre 25 % en 2022 et 24 % en 2023)

Zoom sur…

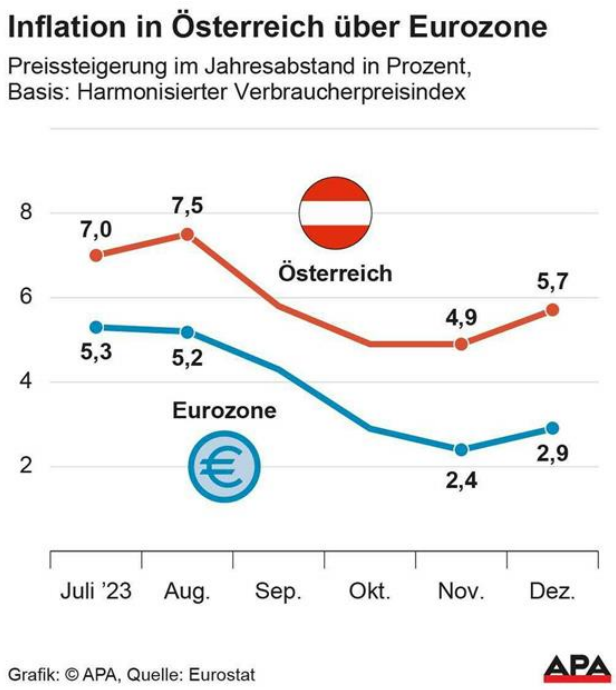
Le Parlement autrichien a adopté en décembre, sur proposition du ministre écologiste de la Santé, Johannes Rauch, une réforme de la santé visant à rétablir l'équilibre des dépenses entre le secteur libéral et le milieu hospitalier. Le principe retenu est de donner la priorité au numérique et à la télémédecine, face aux soins ambulatoires et stationnaires. Dans le cadre de la péréquation financière, l'Etat fédéral financera 78,5 % du coût de cette réforme évalué à 14 Mrd EUR sur 5 ans (soit 11 Mrd EUR imputés au budget fédéral), comprenant également un volet consacré à la perte d'autonomie et à l'aide à domicile. Un des objectifs de cette réforme est de relancer le conventionnement des médecins, actuellement en recul, grâce à une enveloppe de 300 M EUR. Par ailleurs, jusqu'en 2028, quelque 600 M EUR seront versés aux Bundesländer pour les soutenir dans la réforme des soins ambulatoires afin de désengorger les services d'urgence.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Lors de la présentation de leurs dernières prévisions macroéconomiques de 2023, le 21 décembre, les instituts de prévision et de recherche économique Wifo et IHS ont estimé que **l'économie autrichienne**, à l'instar de nombreuses économies occidentales, **s'est contractée en 2023 de 0,7 %, voire 0,8 %,** et ont également révisé à la baisse **le rebond prévu pour 2024 à seulement 0,9 %** (au lieu de +1,2 % en octobre). La plupart des indicateurs ont été revus à la baisse, comme la formation brute de capital fixe qui se serait contractée en 2023 de 2,0 %, voire 2,3 %, et resterait en repli en 2024 aux alentours de -1 %. Ce recul est principalement dû au repli du secteur de la construction. 2024 connaitrait, selon les prévisionnistes, un rebond

des échanges commerciaux avec des exportations et des importations en hausse respectivement de 2,2 % et de 2,5 %.



L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) qui, avec +8,6 %, s'inscrivait déjà en forte progression en 2022, est resté sur un haut palier en 2023 et s'établirait aux alentours de 8,0 %, bien supérieur à la moyenne de la zone euro (+5,6 %). Si, en 2022, l'inflation résultait de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, en 2023, d'autres secteurs ont massivement contribué à la hausse des prix, comme la restauration, l'hôtellerie et les dépenses liées au logement.

En 2024, l'inflation s'établirait aux alentours de 4,0 % (zone Euro : +3,2 % selon la Commission). Toutefois, les revalorisations salariales consenties fin 2023 ainsi que le prolongement de certaines mesures de soutien devraient participer à garder une inflation sous-jacente encore forte mais permettront de soutenir la consommation des ménages qui progresserait de 1,5 % en 2024 après avoir été atone en 2023.

Malgré une contraction du PIB, le marché du travail a bien résisté en 2023 avec un emploi salarié en progression de 1,1 % et resterait résilient en 2024. **Le chômage serait contenu en 2024 à environ 5,3 %.**

Selon les prévisionnistes, le déficit public, au sens du Traité de Maastricht, aurait atteint en 2023 2,3 %, voire 2,8 %, se dégradant par rapport aux prévisions précédentes. **Les déficits en 2024 (-2,4 %) et 2025 (-2,2 %) seraient à un niveau proche.**

En 2025, le rebond de la croissance pourrait être plus significatif avec une hausse du PIB de 1,5 % voire 2,0 %, marquée par un retour de l'investissement dans l'appareil productif (+3,0 %) et le bâtiment (+2,0). Les échanges commerciaux seraient également orientés à la hausse quand l'inflation se replierait aux alentours de 3,0 %. Le chômage baisserait très légèrement à 5,0 %.

En 2022, recul des subventions de l'Etat à 7,5 % du PIB contre 6,9 % en zone euro

Selon le rapport annuel sur les subventions (*Förderungsbericht 2022*) publié fin décembre par le ministère des Finances, le montant des subventions accordées par l'Etat en 2022 a atteint 33,4 Mrd EUR soit 7,5 % du PIB contre une moyenne de 6,9 % en zone euro ce qui place l'Autriche en 7ème position parmi les Etats-membres de l'Union européenne. Sur fond de crises sanitaire et énergétique, 4,5 Mrd EUR ont été déployés sous forme d'aides COVID.

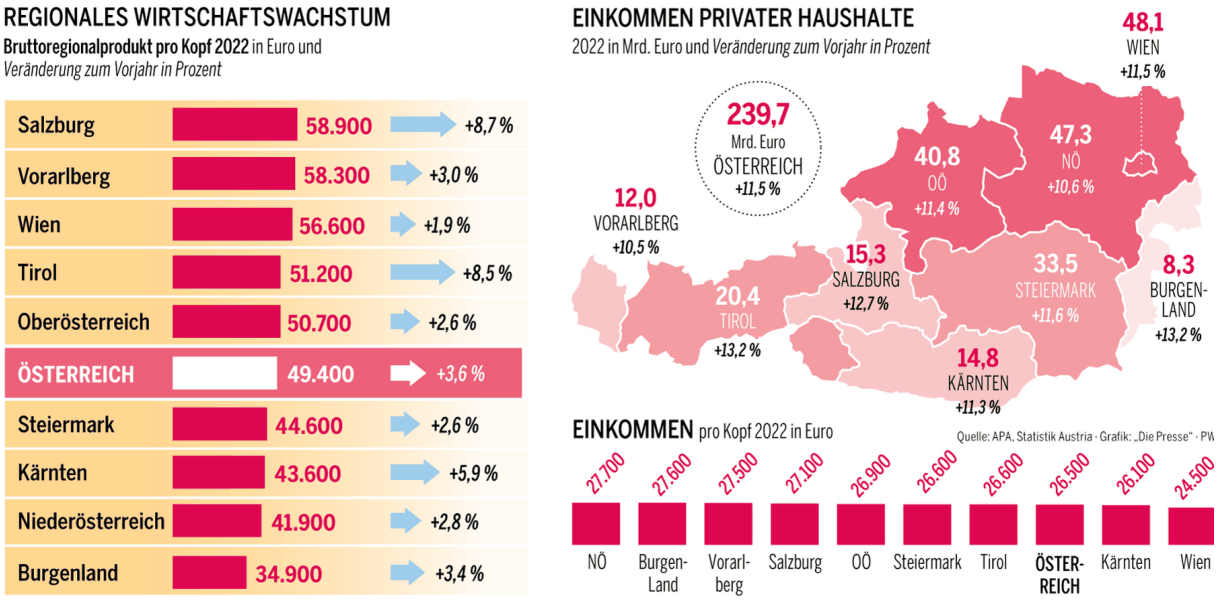
Übersicht 24: Gesamtstaatliche Subventionen, Vermögens- und sonstige laufende Transfers im Vergleich

	Subventionen (D.3) + Vermögenstransfers (D.9) + sonstige laufende Transfers (D.7)							nominelles BIP	
	Summe in Mio. €			in %	% des BIP			in %-P d. BIP	in %
	2021	2022	Δ 2021/22	Δ 2021/22	Ø(2012-'21)	2021	2022	Δ 2021/22	Δ 2021/22
Europäische Union (27 Länder)	1.046.181	1.059.157	12.976	1,2	5,2	7,1	6,7	-0,5	8,7
Eurozone (20 Länder)	926.600	928.457	1.857	0,2	5,3	7,4	6,9	-0,5	8,2
Griechenland	19.240	18.836	-404	-2,1	7,0	10,6	9,1	-1,5	13,8
Italien	163.498	174.303	10.805	6,6	5,1	9,0	9,0	-0,0	6,8
Frankreich	220.482	226.600	6.118	2,8	7,3	8,8	8,6	-0,2	5,5
Ungarn	12.422	14.165	1.742	14,0	7,3	8,1	8,4	0,3	9,7
Malta	1.332	1.442	110	8,3	5,2	8,7	8,4	-0,3	12,6
Bulgarien	5.706	6.794	1.087	19,1	5,5	8,0	7,9	-0,1	20,7
Österreich	34.369	33.376	-993	-2,9	6,0	8,5	7,5	-1,0	10,4
Deutschland	266.781	271.136	4.355	1,6	4,7	7,4	7,0	-0,4	7,2

Source : BMF, Förderungsbericht 2022

En 2022, le Land de Salzbourg affiche la plus forte croissance du produit régional brut

Selon *Statistik Austria*, tous les Länder ont enregistré une forte croissance de leur produit regional brut (PRB) en 2022. Elle s'est établie entre 3,5 % en Styrie et 9,5 % pour le Land de Salzbourg. La première position de Salzbourg s'explique par la performance de la production des biens (+15,9 %), notamment dans la production de boissons. Salzbourg est désormais le Land avec le PRB par habitant le plus élevé, soit 58 900 EUR, suivi par le Vorarlberg (58 300 EUR) et Vienne (56 600). Le Burgenland affiche le PRB par habitant le plus bas avec 34 900 derrière la Basse-Autriche (41 900) et la Carinthie (43 600).



La Carinthie est en 2022 le Land avec l'endettement par habitant le plus élevé

Parmi les neuf régions autrichiennes, la Carinthie affiche en 2022 l'endettement par habitant le plus élevé, soit 6 281 EUR contre 6 420 EUR en 2021, suivie par la Basse-Autriche (5 265 EUR) et Vienne (4 867 EUR), selon le rapport du *Fiskalrat* (équivalent du Haut conseil des finances publiques). En pourcent du PIB, les deux derniers affichent l'endettement le plus élevé parmi les Länder : 2,2 % pour Vienne (2021 : 2,5 %) et 2 % pour la Basse-Autriche (2021 : 2,2 %). Pour la Carinthie, l'endettement en pourcent du PIB se limite à 0,8 %. Au total, l'endettement des Länder s'élève à 33,4 Mrd EUR en 2022, soit 7,5 % du PIB, contre 34,4 Mrd EUR en 2021 (8,5 % du PIB).

Finances

L'Autriche prévoit d'emprunter jusqu'à 50 Mrd EUR en 2024

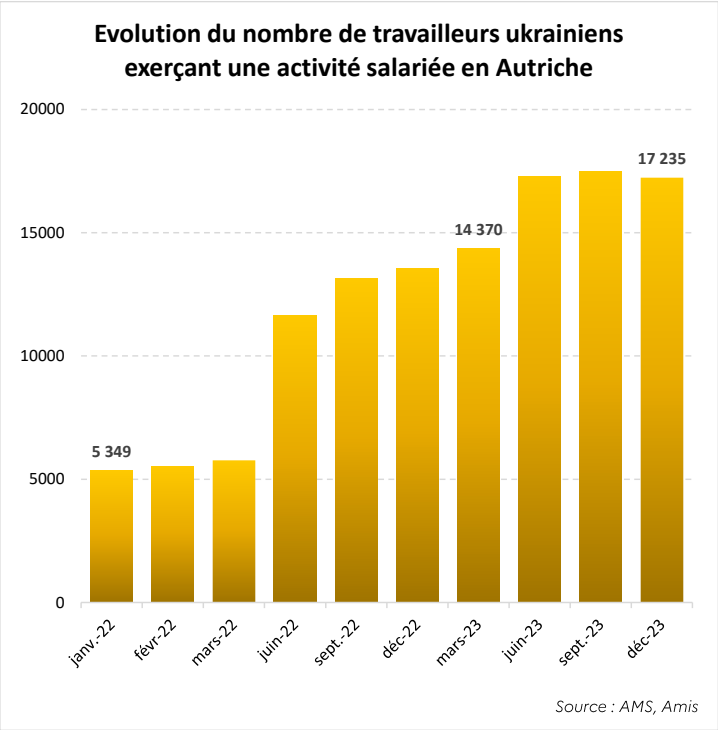
L'agence de financement de l'Etat, l'OeBFA, prévoit d'emprunter, en 2024, 45 à 50 Mrd EUR après 50 Mrd EUR en 2023. Un calendrier des émissions obligataires a été établi : les enchères auront lieu une fois par mois. A la fin du mois de décembre 2023, la dette de l'Etat fédéral s'est élevée à 283,25 Mrd EUR avec un taux d'intérêt effectif de 1,79 % et une durée moyenne des emprunts de 11,07 ans. Le 9 janvier, l'OeBFA a émis une tranche supplémentaire de l'obligation à dix ans 2023-2033 de 1,3 Mrd EUR atteignant un rendement de 2,729 %.

Politique économique et sociale

Emploi

Après plusieurs tours infructueux de négociations salariales, des débrayages et grèves limitées, les 430 000 salariés du secteur de la distribution et du commerce de détail ont obtenu le 27 décembre une revalorisation des salaires, dès le 1er janvier, comprise entre 8,3 % et 9,2 % selon les différents échelons de la grille salariale. Le salaire mensuel plancher de la branche atteindra ainsi 2 124 EUR bruts. Les gratifications mensuelles des apprentis du secteur augmenteront de 10 % pour atteindre 880 EUR en 1ère année.

Le directeur de l'agence nationale pour l'emploi AMS (*Arbeitsmarktservice*) a reconnu que l'Autriche n'a pas réussi à intégrer les réfugiés ukrainiens sur le marché du travail (seulement 27 %) comme d'autres Etats européens comme le Danemark (78 %), la Pologne (65 %) ou la Suède (56 %). Environ 108 000 ressortissants ukrainiens sont enregistrés en Autriche mais, fin novembre, seulement 17 000 étaient salariés et quelque 5 000 étaient inscrits comme demandeurs d'emploi ou en formation. Le niveau de qualification des réfugiés provenant d'Ukraine est nettement supérieur à celui des réfugiés issus de Syrie et d'Afghanistan.



Pour Johannes Kopf, le directeur de l'AMS, les raisons de cet échec sont multiples : les Ukrainiens n'ont pleinement accès au marché de l'emploi sans restriction que depuis avril 2023 (auparavant, un permis de travail était exigé) ; le manque de structures d'accueil de la petite enfance est un frein pour l'emploi de femmes ukrainiennes (elles représentent 2/3 des réfugiés ukrainiens) ; les réfugiés peuvent perdre l'allocation de demandeur d'asile en cas d'emploi rémunéré, alors que le versement de l'aide sociale minimale, conditionnée à la recherche active d'un emploi, pourrait être plus incitative.

Santé

En conseil des ministres du 10 janvier, le gouvernement de coalition entre conservateurs et écologistes a décidé d'adhérer à l'Institut international du vaccin, organisation fondée en 1997 sous l'égide des Nations Unies et dont le siège est situé à Séoul. Cette décision intervient après l'ouverture d'un bureau de l'organisation à Vienne en novembre, pérennisé avec l'adhésion de l'Autriche. La cotisation annuelle de 800 000 EUR sera imputée à parts égales sur les budgets du ministère des Affaires sociales et de la santé, d'une part, du ministère de l'Education, des sciences et de la recherche, d'autre part.

Veille sectorielle

Secteur financier

L'année boursière 2023 s'achève sur une hausse de 10 %

Après la baisse de 19 % en 2022, l'indice ATX a augmenté de 10 % (+15 % dividendes inclus) au cours de l'année boursière 2023, le montant des transactions atteignant 54 Mrd EUR (2022 : 72 Mrd EUR). Parmi les vingt entreprises de l'ATX, Immofinanz se trouve en tête de liste avec +81 %, suivi par le fournisseur d'énergie de la Basse-Autriche EVN (+68 %). Des performances négatives ont été notamment enregistrées par le producteur de fibres de cellulose Lenzing et par Schoeller-Bleckmann Oilfiled Equipment, dont les titres ont perdu un quart de leur valeur.

Les conséquences de la faillite de Signa Holding sur le secteur financier semblent limitées

Début novembre, le ministère autrichien des Finances a interrogé la banque centrale nationale, l'OeNB, sur les risques que présenterait pour le secteur financier (voir article suivant) la faillite de Signa, fondé en 2000 par l'homme d'affaires René Benko. Dans sa réponse au ministre des Finances, Magnus Brunner, datée du 8 novembre, le gouverneur de l'OeNB, Robert Holzmann, chiffrait à 2,5 Mrd EUR l'exposition du secteur financier autrichien au 31 juillet 2023. Deux scénarios conservateurs avaient également été évalués par l'OeNB en cas d'insolvabilité ou de problèmes plus graves : selon ces scénarios, « la défaillance isolée de Signa ne représentait pas un risque direct pour la stabilité du secteur financier » ; une faillite ne devrait pas conduire « à

ce que les banques individuelles enfreignent de manière significative les exigences prudentielles en matière de fonds propres ». Le gouverneur de l'OeNB précisait toutefois que les scénarios de l'OeNB ne tenaient pas compte d'éventuels « effets systémiques simultanés » ou d'effets de second tour dans l'hypothèse où une faillite de Signa provoquerait une panique sur le marché de l'immobilier commercial – déjà en difficulté.

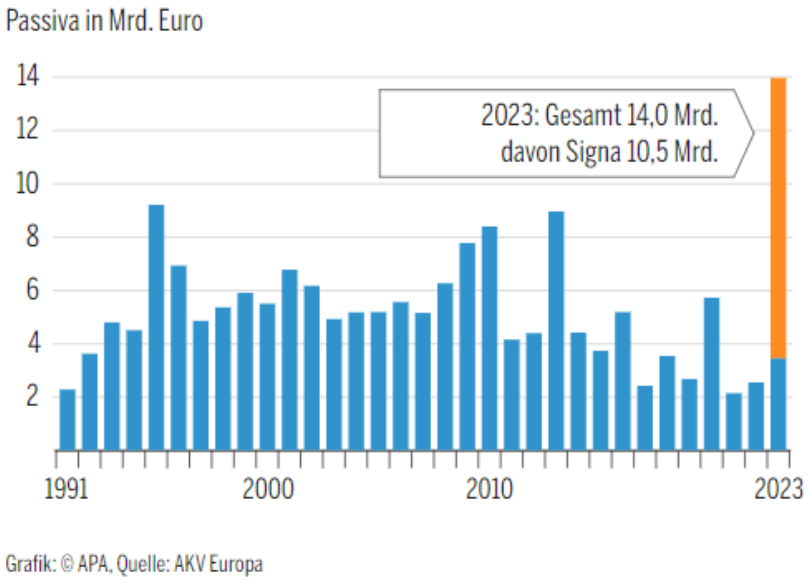
Industrie

La faillite de Signa Holding est la plus importante de l'histoire autrichienne

Le 29 novembre 2023, Signa Holding, la holding autrichienne qui chapeaute une myriade de sociétés du groupe SIGNA, a déposé le bilan. La holding chiffre à 5,26 Mrd EUR son passif, ce qui fait de cette faillite la plus importante de l'histoire autrichienne, désormais avant la faillite en 2013 de la société de construction Alpine Bau (3,5 Mrd EUR).

La loi autrichienne ne prévoyant pas de faillite de groupe, la chute de la holding a été suivie par celles d'autres entités du groupe.

Evolution des faillites d'entreprises en Autriche (en Mrd EUR)



Grafik: © APA, Quelle: AKV Europa

Un mois plus tard, les filiales Signa Prime Selection, qui regroupe des investissements immobiliers de centre-ville en Autriche, en Allemagne, en Suisse et en Italie, et Signa Development Selection, spécialisée dans les transactions immobilières de surfaces de bureau, de logement et d'hôtel, ont déposé leur bilan, suivies par d'autres entités du groupe.

Les passifs sont chiffrés à respectivement 4,3 Mrd EUR (dont 2,3 Mrd EUR de passif intra-groupe) et 1,16 Mrd EUR. La chute de l'empire de René Benko a provoqué une discussion politique sur les règles de comptabilité applicables aux grands groupes en Autriche.

Industrie agroalimentaire : malgré de bons résultats, le nouveau PDG d'Agrana déplore les importations massives de sucre ukrainien affecte

Agrana, entreprise autrichienne présente en France, cotée à la bourse de Vienne et spécialisée dans la production de sucre, d'amidon et de préparations fruitières, a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 8 % au cours des 3 premiers trimestres 2023 pour atteindre près de 3 Mrd EUR. Son nouveau directeur général, Stefan Büttner, depuis la démission de Markus Mühleisen, se réjouit des résultats obtenus et confirme ses prévisions pour l'année 2023. Alors qu'Agrana a maintenu son activité en Russie, il déplore la levée des droits de douane sur le sucre ukrainien qui inonde des marchés importants pour Agrana, comme la Roumanie, la Bulgarie ou la Hongrie. Jusqu'en juin 2022, les importations de sucre ukrainien dans l'Union européenne étaient limitées à 20 000 tonnes par an. Avec la levée des droits de douane, ce sont plus de 700 000 tonnes qui sont attendues sur les marchés européens.

Transports

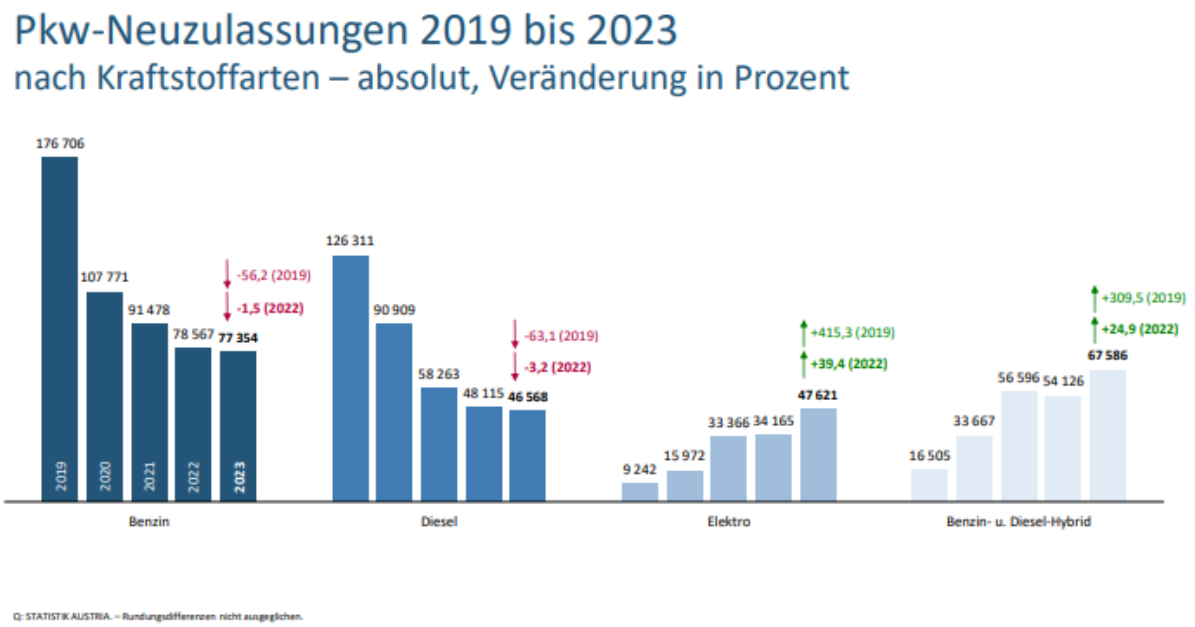
La tarification carbone s'applique désormais au péage routier des poids lourds

L'entreprise publique ASFINAG qui gère le réseau routier à haut débit, a prélevé des péages en 2023 à hauteur de 2,5 Mrd EUR (60 M EUR de plus par rapport à 2022). Le trafic des véhicules légers était en hausse de 3,9 %, tandis que celui des poids lourds a diminué de 2,8 %. Pour 2024, les tarifs de péages restent inchangés. En revanche, conformément à la directive européenne, destinée à encourager l'utilisation de véhicules moins polluants, les tarifs des péages vont être modulés pour les poids lourds en fonction de leur niveau de pollution. Pour les véhicules légers, est désormais offerte une vignette digitale valable un seul jour au prix de 8,60 EUR. Il s'agit d'un dispositif revendiqué depuis longtemps notamment par le secteur du tourisme.

La part des véhicules électriques continue à augmenter

En 2023, les immatriculations de véhicules particuliers neufs ont augmenté de 11,2 % pour atteindre 239 150 dont 19,9 % de véhicules électriques, soit 47 620 véhicules (+39,4 %). Volkswagen reste la marque préférée des Autrichiens avec une part de marché de 14,1 % suivie par Skoda, BMW et Audi. S'agissant des marques françaises, Renault et Peugeot ont occupé respectivement les 11ème et 17ème positions avec une part de marché de 3,6 et 2 %. La Tesla Model Y a été la voiture électrique la plus vendue (part de marché : 12,7 %), la Renault Megane étant le modèle électrique français numéro un en Autriche avec une part de marché de 2 %. On observe en 2022/2023, l'entrée sur le marché des marques chinoises avec 2 486 immatriculations pour MG (part de marché : 1 %) et 1 024 pour BYD (part de marché : 0,4 %).

Les nouvelles immatriculations entre 2019 et 2023, par type de source d'énergie



Energie et environnement

Les aides énergétiques d'Etat sont prolongées jusqu'à fin 2024

Pour contenir le prix de l'électricité facturé aux ménages, le gouvernement a décidé de prolonger les aides énergétiques d'Etat jusqu'à fin 2024 : depuis le 1er décembre 2022 et dans la limite de 2 900 kWh par an, chaque ménage paie 0,10 EUR son kWh d'électricité, sauf si le prix du kWh dépasse 0,40 EUR, auquel cas la subvention de l'Etat est plafonné à 0,30 EUR/kWh (Stromkostenzuschuss). A partir de juillet 2024, ce plafond baissera à 0,15 EUR/kWh pour inciter la concurrence entre les fournisseurs d'électricité. Le plafond des 2 900 kWh par an est réhaussé pour les familles nombreuses (Stromkostenergänzungszuschuss). De plus, les ménages les plus modestes ont droit à une subvention à hauteur de 75 % (200 EUR max.) des tarifs de transport et de distribution de l'électricité (Netzkostenzuschuss). Parallèlement, le régulateur E-Control a annoncé, pour un ménage moyen, une augmentation de ces tarifs de 11,23 % et des coûts du réseau gazier de 3 % à partir du 1er janvier 2024.

Discorde gouvernementale sur le plan national intégré énergie climat

La Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant une lettre de mise en demeure à l'Autriche au motif qu'elle ne lui a pas soumis, avant le 30 juin 2023, de projet de mise à jour de son plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNIEC) pour la période 2021-2030. Les PNIEC constituent des outils essentiels pour veiller à ce que l'UE soit sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs en matière d'énergie et de climat à l'horizon 2030, dans les domaines de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et pour concevoir des politiques sous-jacentes appropriées. L'Autriche dispose à présent d'un délai de deux mois pour répondre et remédier aux manquements constatés par la Commission. A noter que la ministre de la Protection du climat, Leonore Gewessler (Les Verts), avait bien transmis à la Commission son projet, mais qu'il a, par la suite, été rappelé par la ministre de l'UE et de la Constitution, Karoline Edtstadler, (conservatrice) affirmant que ce projet n'ait pas fait l'objet d'un accord entre les deux partis formant le gouvernement.

Tourisme

Nouvelle hausse du nombre de voyages des Autrichiens en saison estivale

Entre juillet et septembre 2023, 63,5 % des Autrichiens âgés de plus de 15 ans ont entrepris des voyages de vacances contre 63,3 % en 2022 et 57,6 % en 2019 dont plus de la moitié (57,5 %) à l'étranger et 42,5 % en Autriche. L'Italie est la destination préférée des Autrichiens avec 22,2 % des voyages à l'étranger, suivie par la Croatie (17,9 %), l'Allemagne (12,8 %), la Grèce (5,8 %), l'Espagne (5 %), la Turquie (3,3 %), la Hongrie (3 %) et la France (2,4 %). S'agissant des voyages de vacances à l'intérieur de l'Autriche, la Styrie est la destination préférée des Autrichiens avec 20,3 % des voyages, suivie par la Basse-Autriche (16,1 %) et la Carinthie (15,7 %). Dans la plupart des cas (78,6 % pour les voyages à l'intérieur de l'Autriche et 51,6 % pour les voyages à l'étranger) les Autrichiens ont opté pour leur véhicule pour se déplacer.

Agriculture

Entretien bilatéral des ministres Marc Fesneau et Norbert Totschnig à Vienne

Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, s'est entretenu avec le ministre autrichien de l'agriculture, de la sylviculture, des territoires et de la gestion de l'eau Norbert Totschnig, le 2 janvier à Vienne, à l'invitation de ce dernier. Lors de cet entretien bilatéral, les ministres ont échangé sur la coopération entre la France et l'Autriche dans les domaines agricoles, forestiers et alimentaires, et ont affirmé leur souhait de la renforcer.

Bilan 2023 : 250 M EUR de dégâts et sinistres agricoles

Le principal assureur autrichien des risques agricoles, Hagelversicherung, a dressé son bilan 2023 et relève que les sinistres subis l'an dernier par le secteur agricole ont atteint 250 M EUR, dont 70 %, soit 170 M EUR, dus à la sécheresse. Le premier semestre 2023 a été marqué par des dégâts occasionnés par le gel sur les arbres fruitiers en avril sur fond d'un printemps précoce (35 M EUR). Les fortes précipitations, les inondations et les épisodes de grêle ont généré des dégâts à hauteur de 45 M EUR. Pour l'assureur, le dérèglement climatique est la principale cause des sinistres déclarés, mais au-delà de la protection climatique, il convient également de protéger les sols, puits à carbone indispensables. L'artificialisation des sols mène à la perte quotidienne de 11 hectares de champs et prairies.

Interdiction des caillebotis intégraux : la période de transition trop longue

C'est ce qu'a arrêté la Cour constitutionnelle autrichienne suite à une requête du Burgenland, région limitrophe de la Hongrie. Conformément à l'engagement inscrit dans le programme de coalition entre conservateurs et écologistes, le gouvernement fédéral avait en 2022 fait adopter par le Parlement une loi relative au bien-être animal qui, entre autres, prévoyait l'interdiction des caillebotis intégraux dans les élevages porcins dès le 1er janvier 2023 pour les installations nouvelles et une obligation de transformation des stabulations existantes d'ici fin 2039. La Cour a considéré qu'une telle période de transition, à savoir 17 ans, était trop longue et ne saurait être justifiée. Pour la Cour, le gouvernement a donné la priorité à la protection des investissements au détriment du bien-être animal. Par ailleurs, les juges ont considéré qu'une telle période de transition introduisait une distorsion de la concurrence entre les 2 types d'installations. Le ministre de l'Agriculture (conservateur) regrette la décision de la Cour constitutionnelle et craint un repli de la capacité de production de l'agriculture autrichienne en raison d'exigences toujours croissantes et d'un manque de visibilité dans la planification des investissements agricoles. La contre-proposition du ministre Johannes Rauch (Les Verts), compétent pour le bien-être animal, visant à ramener la fin de la période de transition à 2030 tout en soutenant la transformation des élevages par des aides supplémentaires, a provoqué la colère des éleveurs porcins.

Relations bilatérales

La banque franco-allemande Oddo BHF s'implante à Vienne en s'associant avec RBI

La banque familiale Oddo BHF et Raiffeisen Bank International ont annoncé avoir conclu un partenariat dans le domaine de l'intermédiation et de la recherche actions. Oddo BHF ouvrira une branche d'activité à Vienne, qui sera constituée des équipes de courtage actions de Raiffeisen en Autriche, tandis que Oddo BHF apportera sa plateforme de distribution. En Pologne, en Roumanie et en Croatie, RBI ne transférera pas son activité d'intermédiation actions à Oddo BHF. Mais ses équipes travailleront pour le groupe franco-allemand dans le cadre d'un partenariat.

janv-24

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

		Prévisionnistes internationaux								Prévisionnistes nationaux								
		OCDE			FMI		Commission européenne			OeNB			Wifo			IHS		
		novembre 2023			octobre 2023		novembre 2023			déc 2023			décembre 2023			décembre 2023		
	2022	2023	2024	2025	2023	2024	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Principaux indicateurs																		
Evolution annuelle en %																		
PIB en volume	*+4,8*	-0,4	+0,6	+1,5	+0,1	+0,8	-0,5	+1,0	+1,3	-0,7	+0,6	+1,7	-0,8	+0,9	+2,0	-0,7	+0,8	+1,5
Consommation privée (en volume)	*+5,7*	+0,1	+1,6	+1,9			-0,3	+1,1	+1,5	-0,4	+1,5	+1,8	+0,0	+1,6	+2,0	-0,3	+1,5	+1,4
Formation brute de capital fixe (en volume)	*+0,1*	-2,2	-1,4	+0,8			-2,7	+0,1	+0,9	-2,7	-0,2	+2,9	-2,0	-1,0	+2,5	-2,3	-1,2	+2,5
Exportations B&S (en volume)	*+11,2*	+1,9	+2,8	+2,8	+3,6	+3,1	+0,6	+2,6	+3,2	+1,8	+1,5	+2,2	+1,2	+2,2	+3,2	+0,4	+2,3	+2,6
Importations B&S (en volume)	*+7,9*	-0,9	+3,5	+2,7	+3,5	+3,1	-0,5	+2,3	+3,0	-1,3	+2,2	+2,6	-1,3	+2,6	+3,6	-1,5	+2,5	+2,5
Productivité *(1)*	*+2,0*	-1,3	+0,6	+1,1			-1,1	+0,4	+0,6	-1,6	+0,1	+0,7	-1,3	+0,4	+0,6	-1,8	+0,5	+1,1
Inflation (IPCH)	*+8,6*	+7,7	+3,9	+2,5	+7,8	+3,7	+7,7	+4,1	+3,0	+7,7	+4,0	+3,5	+7,8	+3,8	+3,0	+7,7	+3,9	+3,0
Emploi salarié *(2)*	*+3,0*	+1,2	+0,0	+0,3	-0,1	+0,2	+0,6	+0,6	+0,7	+0,9	+0,5	+1,0	+1,1	+0,7	+1,4	+1,2	+0,3	+0,4
en % de la population active (déf. eurostat)																		
Taux de chômage	*4,8*	5,1	5,5	5,4	5,1	5,4	5,3	5,4	5,3	5,3	5,5	5,3	5,2	5,2	4,9	5,1	5,3	5,0
en % du PIB nominal																		
Balance courante	*-0,3*	2,8	2,1	2,1	0,1	0,0	0,8	0,9	1,2	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,7			
Solde des finances publiques	*-3,5*	-2,6	-2,5	-2,5	-2,4	-2,0	-2,6	-2,4	-2,2	-2,6	-2,7	-2,8	-2,3	-2,4	-2,0	-2,8	-2,3	-2,2
Dette publique		78,2	79,2	80,0	74,8	74,0	76,3	75,6	74,8	76,6	76,4	75,6	75,5	74,5	73,6			

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 22/12/2023

Slovénie

Le chiffre du mois à retenir

+5,5 %

La hausse des arrivées touristiques en 2023 (6,2 millions de touristes), dépassant le niveau pré-Covid (+2 %)

Zoom sur...

Suite à la mission du FMI en Slovénie du 18 au 30 janvier 2024 pour mener des discussions sur la consultation de 2024 au titre de l'article IV, a été publiée une déclaration notamment sur la situation macroéconomique de la Slovénie. Selon les services du FMI, la croissance se redresserait et l'inflation continuerait à baisser en 2024. Malgré une politique budgétaire plus stricte, la croissance accélèrerait pour atteindre environ 2 % en 2024, grâce à la demande intérieure, portée par les investissements liés aux inondations et la consommation des ménages soutenue par les hausses des salaires réels. La croissance devrait revenir à son potentiel d'environ 2,5-2,75 % à moyen terme, à mesure que la consommation des ménages et la situation économique des partenaires commerciaux de la zone euro se renforcent. Dans l'hypothèse d'une stabilité générale des prix des produits de base et d'un maintien des taux d'intérêt au premier semestre, l'inflation devrait tomber en dessous de 3 % d'ici la fin de l'année et être à 2 % en 2025.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

L'inflation annuelle en Slovénie a baissé de 0,7 point de pourcentage s'établissant à 4,2 % en décembre 2023 par rapport au mois de novembre où elle était déjà à son taux le plus bas depuis deux ans, a annoncé l'Office des statistiques, le 29 décembre 2023. L'inflation annuelle moyenne a atteint 7,4 % en 2023, après avoir été de 8,8 % en 2022.

Le 20 décembre 2023, la Banque de Slovénie a revu à la baisse ses prévisions de croissance de la Slovénie en 2023, passant des 2 % prévus en juin à 1,3 %, mais les prévisions pour 2024 restent inchangées à 2,2 %. En 2025, l'économie croîtrait de 2,3 %. La Banque de Slovénie estime une inflation moyenne de 7,2 % pour 2023, mais en 2024 et 2025, elle diminuerait considérablement, respectivement, à 3 % et 3,1 %. La situation macroéconomique de la Slovénie en 2023 a été marquée par une inflation élevée et par l'affaiblissement de la reprise économique post-Covid, selon le vice-gouverneur de la banque centrale, Tina Žumer.

Finances

La Slovénie a reçu 536 M EUR de la Facilité pour la reprise et la résilience après que la Commission européenne a approuvé cette demande de deuxième tranche. Sur la somme totale, 226 M EUR sont des subventions et 310 M EUR des prêts, a déclaré le 28 décembre 2023, le Bureau de communication du gouvernement. La Slovénie a reçu jusqu'à présent 841 M EUR, soit plus de 30 % du financement total dont dispose le pays jusqu'à la fin du mécanisme en 2026.

Le 10 décembre 2023, les agences de notation S&P Global Ratings et DBRS Morningstar ont confirmé les notations de la Slovénie. S&P a confirmé la note de la Slovénie à AA- avec une perspective stable, et DBRS Morningstar a confirmé la note du pays à A (élevé), également avec

une perspective stable, a annoncé le ministère des Finances. Les agences estiment que la bonne position de la Slovénie est le résultat d'une économie bien développée, d'une gestion efficace de la dette, d'un cadre fiscal sain et de l'appartenance aux institutions européennes.

Politique économique et sociale

En octobre, selon l'Office des statistiques, le salaire brut moyen était de 2 210,78 EUR et le salaire net de 1 434,45 EUR. Par rapport à octobre 2022, le salaire brut moyen a augmenté de 9,2 % en termes nominaux et de 2,2 % en termes réels. Le salaire net a augmenté de 8,9 % en valeur nominale et de 1,9 % en valeur réelle.

Début janvier 2024, le salaire minimum a augmenté de 4,2 % pour atteindre 1 253,90 EUR bruts en 2024, contre 1 203,36 EUR brut en 2023, soit une augmentation de 50,54 EUR.

Veille sectorielle

Industrie

La Renault Austral a été déclarée voiture slovène de l'année 2024 par l'Association slovène de l'automobile et de la moto (AMZS) le 13 janvier 2024. La Hyundai Kona occupe la deuxième place et la Toyota CH-R la troisième.

Transports

Le port de Koper a atteint un nouveau record en 2023. Dès début décembre, le terminal à conteneurs a atteint le million de conteneurs manipulés (EVP) pour la deuxième fois de son histoire. De plus, le port de Koper a établi un nouveau record en traitant 900 000 véhicules en 2023, dépassant de près de 100 000 unités le précédent record de 2022. Cette croissance du flux de véhicules est exceptionnelle, même en comparaison avec les principaux terminaux automobiles d'Europe, a déclaré l'opérateur du port, Luka Koper.

Des subventions, de 16,8 M EUR entre 2023 et 2025, pour les compagnies aériennes souhaitant desservir la Slovénie sont disponibles dans le cadre d'un quatrième appel d'offres publié le 12 janvier 2024 par le ministère de l'Infrastructure. Quatre compagnies aériennes ont bénéficié d'un financement lors des trois précédents cycles de financement. Luxair a déjà lancé des vols vers le Luxembourg, tandis qu'Air Baltic devrait commencer à exploiter des vols vers Riga, la capitale de la Lettonie, au printemps. Lors du dernier appel, Norwegian a obtenu des subventions pour des vols à destination de Copenhague et Iberia exploitera des vols à destination de Madrid.

Deux offres, l'une du constructeur interne SŽ - Železniško gradbeno podjetje Ljubljana et l'autre de VOC Celje, ont été soumises le 20 janvier 2024, pour la partie centrale du projet de rénovation de la gare centrale de Ljubljana. Elles sont toutes deux nettement supérieures à la valeur prévue. Ce projet, financé par des fonds publics, fait partie du projet global de centre de passagers de Ljubljana, envisagé depuis plus de 20 ans et évalué pour la dernière fois à 1 Mrd EUR.

La construction du deuxième viaduc sur les trois prévus pour le tracé de la voie ferrée Koper-Divača s'est achevée début décembre 2023. Plus gros investissement de la Slovénie en matière d'infrastructures ferroviaires, cette voie ferrée de 1,109 Mrd EUR permettra de renforcer la connexion entre le seul port commercial du pays et le reste de la Slovénie. Cette deuxième voie de la ligne Koper-Divača devrait être ouverte au trafic en 2026. Avec la reconstruction du nœud ferroviaire de Ljubljana, le Premier ministre Robert Golob espère que la Slovénie tirera un meilleur parti de sa position géographique.

Energie et environnement

La centrale nucléaire de Krško (NEK) a produit en 2023, 11 % d'électricité en moins que ce qui était initialement prévu, en raison d'un arrêt de six semaines à l'automne pour réparer une fuite dans le système primaire. La production prévue pour 2023 a été réestimée à 5,33 térawattheures (TWh). Le coût direct des réparations s'élève à 13,8 M EUR. Le groupe énergétique Gen Energija a enregistré des recettes de 2,97 Mrd EUR l'année dernière, soit une baisse de 28,9 % par rapport à 2022. Dans le même temps, son bénéfice net a considérablement augmenté, atteignant 204,5 M EUR, contre 23,6 M EUR en 2022.

Le gouvernement a adopté le 7 décembre 2023 un projet de réforme de la loi sur l'énergie, une législation d'envergure qui définit le cadre de la politique énergétique du pays. Il désigne pour la première fois le nucléaire comme une source d'énergie à faible teneur en carbone et jette les bases de l'élimination progressive du gaz naturel dans les systèmes de chauffage. Un sondage d'opinion sur 700 personnes, réalisé par un journal slovène, le 15 janvier 2024, montre que le projet de construction d'une nouvelle unité à la centrale nucléaire de Krško bénéficie d'un fort soutien (68 %), tandis qu'une majorité approuve l'utilisation de l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité. Le combustible nucléaire usé est toutefois une raison notable de l'opposition (21 %) à l'énergie nucléaire.

La Slovénie est en train de perdre l'avantage concurrentiel que lui conférait une électricité moins chère. Son prix a augmenté de 188 % en dix ans, faisant de la Slovénie le neuvième Etat membre de l'UE où le prix de l'électricité est le plus élevé, le prix du gaz se situant dans la moyenne.

Relations bilatérales

Le Président de la République française, M. Emmanuel Macron, a reçu à Paris le 13 décembre dernier le Premier ministre de la République de Slovénie, M. Robert Golob, pour un déjeuner de travail portant sur la relation bilatérale franco-slovène ainsi que sur les sujets d'actualité européens et internationaux. Au titre de leurs échanges bilatéraux et dans l'objectif de renforcer une coopération franco-slovène déjà dynamique, ils se sont entretenus de plusieurs projets économiques structurants, dans le domaine des transports, des énergies, de l'innovation et du spatial, ainsi que du potentiel de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le partenariat stratégique 2024-2027 signé le 8 janvier dernier entre les ministres des Affaires étrangères française et slovène met l'accent sur le développement de la coopération économique entre nos deux pays afin de renforcer la souveraineté et la compétitivité de l'Union Européenne avec pour objectif, l'excellence technologique dans les secteurs stratégiques, de consolidation du tissu industriel européen et de réduction des dépendances extérieures dans les chaînes de valeur mondiales. Des opportunités industrielles et des partenariats technologiques soutenant l'innovation et la compétitivité dans les deux pays s'offrent aux entreprises françaises, notamment dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la transition écologique, de la biodiversité, des technologies numériques, de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle, de l'industrie automobile et de l'électromobilité ou de la défense et de la sécurité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe Brunel, Service économique de Vienne
Rédaction : SE de Vienne : (vienne@dgtresor.gouv.fr) et
Antenne de Ljubljana (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 31/01/2024